

voisin est révolue depuis longtemps. Ceux qui dépouillent le peuple du pouvoir ne peuvent plus s'attendre à être accueillis à bras ouverts dans les conseils des Amériques. Les événements survenus à Haïti, au Pérou et maintenant au Guatemala ont renforcé la volonté de l'OEA d'intervenir et de faire sien l'idéal de la démocratie.

Grâce à l'engagement politique des membres de l'OEA, ainsi qu'aux nouveaux instruments adoptés par l'organisation à Asuncion, Santiago et Nassau, l'OEA s'est révélé au sein de l'hémisphère un défenseur de la démocratie, disposé et apte à la protéger. Et même si nous n'avons pas encore réussi à résoudre le problème d'Haïti, la préoccupation que suscite encore la situation de ce pays dans le monde tient au fait que l'OEA n'a pas renoncé à intervenir, que nous croyons que le peuple d'Haïti et ses dirigeants élus méritent toujours notre appui et que nous partageons la conviction qu'un tel mépris de la démocratie ne saurait être toléré.

Haïti, le Pérou et le Guatemala nous ont enseigné une autre leçon: la démocratie, tout comme une fleur fragile, doit être entretenue. L'expérience nous a montré très clairement le danger de trop compter sur les élections. Les élections ne garantissent pas à elles seules la démocratie. Elles en sont le commencement et non pas la fin. Selon un article paru récemment dans un journal canadien, le Secrétaire général Baena Soares a fait remarquer à juste titre que "la démocratie instantanée n'existe pas. Ce n'est pas du café".

L'OEA a apporté une contribution très utile et très efficace dans le domaine du contrôle électoral, dont plus récemment au Pérou et au Paraguay. Cependant, nous ne devons pas nous limiter à des mesures à court terme de ce genre. Nous devons nous assurer, dans tous les pays de l'hémisphère, de créer les conditions, d'instaurer les institutions et d'établir les traditions qui permettront à la démocratie de s'enraciner et de faire florès.

Lorsqu'elle a créé l'Unité pour la promotion de la démocratie, l'OEA a établi un mécanisme spécial permettant de prendre des mesures à long terme de ce genre. Le Canada était fier d'avoir été l'un des pays qui ont préconisé la création de cette unité. L'an dernier, convaincu de l'importance vitale de son mandat, le Canada a annoncé une contribution spéciale d'un million de dollars à l'Unité pour lui imprimer un élan supplémentaire.

Malheureusement, le Canada estime que l'Unité pour la promotion de la démocratie n'est pas encore utilisée de manière optimale. J'espère sincèrement, en particulier à la lumière des événements récents, que l'ensemble des membres considéreront l'Unité comme une priorité, qu'ils l'appuieront et qu'ils insisteront pour qu'elle soit dotée des ressources et de la souplesse nécessaires pour s'acquitter de tous les aspects de son mandat.